

Informationsblatt

N°134 – 2018

Bulletin d'information de l'Administration communale de Sanem



Commune de Sanem




Inhaltsverzeichnis

03	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 26 janvier 2018
11	Gemeinderatssitzung Sanem vom 26.01.2018 Interne PAG-Präsentation sorgt für Diskussion
19	Procès-verbal des votes du Conseil Communal de Sanem de la séance publique du vendredi, 07 février 2018
22	Gemeinderatssitzung Sanem vom 07.02.2018 Mehrere Informationen und später PAG in geschlossener Sitzung

Impressum

Editeur responsable: Administration Communale de Sanem
B.p. 74 ■ L-4401 Belvaux ■ Tél. (00352) 59 30 75 - 1 ■ Fax (00352) 59 30 75 - 567
e-mail mail@sanem.lu ■ www.sanem.lu

Conception et réalisation: 

Textes et photos: Service des Relations Publiques et de la Culture



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 26 janvier 2018

date de l'annonce publique: 19 janvier 2018
date de la convocation des conseillers: 19 janvier 2018
début: 8h15
fin: 10h47

Présents:

M. Engel Georges, président,
M. Anen Gaston, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam,
M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Gierenz Steve, M. Goelhausen Marco,
M. Haas Marc, M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Reuter-
Bauler Carine (à partir du point 14), Mme Romeo Franca, Mme Speck-Braun Patricia, Mme
Tornambé-Duchamp Nadine,

Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): Mme Reuter-Bauler Carine (jusqu'au point 13)

Premier votant: M. Haas Marc

Madame Tornambé-Duchamp Nadine n'a pas pris part au vote du point 8 et 14.
Madame Cecchetti Myriam n'a pas pris part au vote du point 19a.

Le collège des bourgmestre et échevins demande au conseil communal de bien vouloir retirer le point 18 de la séance publique et de l'ajouter à la séance huis clos:

Vote unanime



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations

PROJETS

2. Remplacement du camion tout terrain du service environnement. Devis estimatif détaillé: 210.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/18036)

Vote unanime

3. Réaménagement du préau de l'école Chemin Rouge à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/910/221311/18068)

Vote unanime

4. Remplacement de la faucheuse du service environnement. Devis estimatif détaillé: 50.000,- € (article budgétaire: 4/621/223210/18037)

Vote unanime

5. Fourniture et pose de nouvelles portes des bureaux de la Maison Sociale à Belvaux. Devis estimatif détaillé: 40.000,- € (article budgétaire: 4/150/221311/16049)

Vote unanime

6. Acquisition d'un aérateur pour gazon naturel. Devis estimatif détaillé: 22.000,- € (article budgétaire: 4/821/223210/18042)

Vote unanime

7. Acquisition de vélos pour le « Verkéiersgaard » pour les besoins de l'enseignement fondamental. Devis estimatif détaillé: 15.000,- € (article budgétaire: 4/910/223210/18014)

Vote unanime

AMENAGEMENT COMMUNAL

8. Changement de la dénomination de la « rue Louis Armstrong » en « rue Le Bataclan »

Vote(s) positif(s): 13	Abstention(s): 2
Anen Gaston, Asselborn-Bintz Simone, Bronzetti Denis, Cornély Alain, Engel Georges, Faber-Huberty Chantal, Gierenz Steve, Goelhausen Marco, Haas Marc, Lorang Mike, Morgenthaler Nathalie, Romeo Franca, Speck-Braun Patricia	Cecchetti Myriam, Piscitelli José

TRANSACTIONS IMMOBILIERES

9. Approbation d'un acte de cession à titre gratuit avec les consorts PANONE concernant deux parcelles de terrain sises à Soleuvre

Vote unanime

10. Approbation d'un acte d'échange avec la société « G.B. TECHNOTRUST S.A. » concernant des parcelles sises au lieu-dit « Rue de Mondercange » à Ehlerange

Vote unanime

FINANCES

11. Approbation du plan de gestion annuel pour l'exercice 2018 des forêts appartenant à la Commune de Sanem

Vote unanime

12. Fixation d'une taxe d'inscription à la formation d'aide-moniteur (brevet A) organisée par la Commune de Sanem

Vote unanime

- 13.a. Approbation d'une convention avec la Société Avicole de Belvaux dans le cadre de la construction et l'aménagement du "Centre d'élevage Mathias Sossong" au Matgesfeld à Belvaux et de la convention y relative

Vote unanime

- b. Approbation d'un subside avec la Société Avicole de Belvaux dans le cadre de la construction et l'aménagement du "Centre d'élevage Mathias Sossong" au Matgesfeld à Belvaux

Vote unanime

MAISON RELAIS

14. Approbation de l'avenant à la convention pour l'année 2017 entre la commune de Sanem et le Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse concernant la Maison Relais Zolwer Kannerbuerg

Vote unanime

15. Modification du règlement-taxe de la Maison Relais

Vote unanime

COMMISSIONS CONSULTATIVES ET SYNDICATS

16. Modification de la composition des commissions consultatives
a. Commission scolaire

Scolaire (Commission)	oblig.	E	Reinesch Laurent	membre externe	Conseil des parents
Scolaire (Commission)	oblig.	E	Laribi Yasmine	membre externe	Conseil des parents
Scolaire (Commission)	oblig.	S	Bettinger-Kipchen Sandra	membre externe	Conseil des parents
Scolaire (Commission)	oblig.	E	Olmo Serge	expert	représentant MARE
Scolaire (Commission)	oblig.	S	Belche Marcel	expert	représentant MARE
Scolaire (Commission)	oblig.	E	Kloos Philippe	expert	directeur - direction région Sanem

Vote unanime

b. Commission des seniors

Seniors (Commission des)	facultative	E	Hansen Claire	expert	SENIOR +
--------------------------	-------------	---	---------------	--------	----------

Vote unanime

c. Commission de la Restauration scolaire

Restauration scolaire (Commission de la)	facultative	S	Biot Nadine	membre externe	représentant MARE
Restauration scolaire (Commission de la)	facultative	E	Morelli Myriam	membre externe	Conseil des parents
Restauration scolaire (Commission de la)	facultative	S	Rolles Cindy	membre externe	Conseil des parents

Vote unanime

17. Nomination des membres de la commission consultative de l'Intégration

Membres effectifs:

Nom	Prénom	Ville	Nationalité
Romeo	Franca	Belvaux	luxembourgeoise
Kombo	Alexis	Soleuvre	luxembourgeoise
Simon	Ferdinand	Belvaux	luxembourgeoise
Trierweiler	Marcel	Belvaux	luxembourgeoise
Bocci	Jean-Luc	Ehlerange	luxembourgeoise
Schmitt	Charles	Soleuvre	luxembourgeoise
Weber	Jean-Louis	Sanem	luxembourgeoise
Balog	Séndou	Soleuvre	luxembourgeoise
Wilwert	Sylvie	Sanem	luxembourgeoise
Tinor-Zarotti	Francesca	Sanem	luxembourgeoise
Betsi épouse Hoffmann	Marie-Claire	Belvaux	camerounaise
Del Carmen Aguilar de Van den Eynden	Elfida	Soleuvre	panaméenne
Bennoui	Oirida	Soleuvre	française
Demange	Nathalie	Ehlerange	française
Delwiche	Vincent	Belvaux	belge
Prisco	Antonio	Belvaux	italienne
Magalhaes Moreira	Sofia	Soleuvre	portugaise
Bruccoleri	Michel	Belvaux	italienne
Mathieu	Anna	Belvaux	allemande
Bibuljica	Adnan	Soleuvre	luxembourgeoise-serbe

Membres suppléants:

Nom	Prénom	Ville	Nationalité
Morgenthaler	Nathalie	Sanem	luxembourgeoise
Schmitt	Myriam	Belvaux	luxembourgeoise
Wauters	Roland	Belvaux	luxembourgeoise
Steffen	Antoine	Belvaux	luxembourgeoise
Müllesch	Sven	Belvaux	luxembourgeoise
Gerges	Marianne	Soleuvre	luxembourgeoise
Duhr	François	Belvaux	luxembourgeoise
Moura Bento	José	Belvaux	luxembourgeoise
Ouakef	Jacqueline	Soleuvre	luxembourgeoise-française
Novalic	Enisa	Belvaux	luxembourgeoise
Powell	Justin J.W.	Belvaux	américaine
Macia Brito	Mayra	Belvaux	équatorienne
Binet	Marjorie	Sanem	française
Gregorcic	Malgorzata	Belvaux	polonaise
Couvreur	Yvan	Sanem	belge
Monte	Domenico	Belvaux	italienne
Teixeira	Susana	Belvaux	portugaise
El Khoumsi	Abdeslam	Belvaux	marrocaïne
Weis	Heidrun	Soleuvre	allemande
Janeco	Daniel	Belvaux	luxembourgeoise-portugaise

Membre expert:

Nom	Prénom
Croughs	Geoffrey

18. Nomination d'un délégué commun au sein du comité du SYVICOL

Le point a été retiré de la séance publique et ajouté à la séance huis clos

PERSONNEL

19. Créations de postes:

- a. Création d'un poste d'employé communal, groupe de traitement B1, sous-groupe administratif (m/f) à temps plein pour les besoins du service des relations publiques et de la culture - ARTIKUSS

Vote unanime

- b. Création d'un poste d'employé communal, groupe de traitement B1, sous-groupe administratif (m/f) à temps plein pour les besoins du service des relations publiques et de la culture - RPC

Vote unanime

- c. Création d'un poste dans la carrière A1 « Hilfsarbeiter/Manceuvre » à raison de 40 heures par semaine pour les besoins de la Maison Relais, équipe de transport, à durée indéterminée et sous le champ d'application de la CCT des salariés des communes du Sud

Vote unanime

- d. Création de 6 postes d'auxiliaire de vie dans la carrière C3 de la CCT SAS pour les besoins du CIPA – REWA

Vote unanime

20. Approbation d'un règlement interne concernant les modalités de location du dortoir à l'école 2000 pour les agents assumant le service de permanence

Vote unanime

21. Protocole d'accord sur la conclusion d'un avenant à la convention collective de travail pour les salariés du secteur d'aide et de soins et secteur social (CCT SAS) signée le 22.08.2017

Vote unanime

OFFICE SOCIAL

22. Nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Office social de Sanem

Est nommé(e): Mme Pütz-Seil Monique

23. Avis du conseil communal concernant une décision de l'Office social:
a. Approbation d'une convention entre le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, l'Administration communale de Sanem et l'Office social de Sanem

Vote unanime

CIRCULATION

24. Approbation de règlements d'urgence pris par le collège des bourgmestre et échevins

Vote unanime

DIVERS

25. Questions et divers



26. Februar 2018

Un de Schäfferot vun der Gemeng Suessem

Gemäss dem Artikel 13 vum ëmgeännerte Gemeindegesetz vum 13.12.1988 an den Artikelen 6 a 7 vum internen Uerdnungsreglements fir de Gemengerot, froen ech fir den Ordre du jour vun der nächster **öffentlecher Gemengerots-Sëtzung vum 02.03.2018 mat folgendem Punkt ze kompletéieren:**

MOTION

1. **Considérant** que le collège échevinal entend procéder à une refonte complète du Plan d'Aménagement Général en vigueur, adopté par le conseil communal en date du 27.1.2003 et approuvé par le Ministre de l'Intérieur en date du 2.7.2004 conformément à la loi du 12 juin 1937;
 - que selon l'article 25, al. 2 de la loi modifiée du 19.7.2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, le collège échevinal a opté pour la définition dans le cadre du projet de PAG d'un plan d'aménagement « quartiers existants » comprenant l'ensemble du territoire des localités de la commune;
 - que selon l'article 27 (1) de la loi, le PAP QE doit être adopté parallèlement au projet de PAG, selon la même procédure;
2. **Considérant** premièrement qu'il faut constater que le PAP QE est appelé à remplacer en grande partie le règlement des bâtisses existant sans que celui-ci ne soit abrogé ou sans que l'on sache quelles dispositions règlent quelles situations ;
 - que la partie écrite comprend 70 pages de nouvelles réglementations qui régleront à l'avenir la situation des administrés envers la commune, dispositions qui n'ont pu encore être examinées sérieusement par la commission des bâtisses, sans parler du conseil communal;
 - qu'il faut remettre cette partie écrite en rapport avec la partie écrite du projet de PAG qui comprend 23 pages;
3. **Considérant** deuxièmement que selon l'article 10, al. 1er de la loi, « le projet d'aménagement général avec l'étude préparatoire, la fiche de présentation, ainsi que, le cas échéant, le rapport sur les incidences environnementales élaboré conformément à la loi modifiée du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement est soumis à délibération du conseil communal »;
 - que selon l'article 7 (2), al.4 de la loi, l'étude préparatoire devant être soumise au conseil communal se compose a) d'une *analyse de la situation existante*, b) d'un *concept de développement*, c) de *schémas directeurs* couvrant l'ensemble des zones soumises à l'élaboration d'un plan d'aménagement particulier « nouveau quartier »;
 - qu'aucun de ces documents n'a été jusqu'à présent soumis sous sa forme actualisée et complète au conseil communal ;
 - que la présentation au conseil communal et aux commissions consultatives en date du 17 janvier 2018 n'a servi qu'à expliquer les changements dans la nomenclature des sigles distinctifs intervenus suite à un changement de la législation et de la réglementation, sans apporter de véritables indications sur le contenu du concept de développement à la base du nouveau PAG;
4. **Considérant** ensuite que le graphique du projet PAG vient seulement d'être remis aux seuls conseillers communaux et n'est pas accessible aux membres des commissions consultatives qui doivent cependant donner un avis;
 - que pareillement un ensemble de demandes de reclassement de terrains a été transmis au conseil communal en vue d'un vote informel avant le vote définitif sur les projet de PAG et de PAP QE;
 - qu'il y a lieu de soumettre tous ces documents à une véritable consultation politique dans une forme plus complète et pendant un laps de temps suffisant pour étudier le dossier et faire des propositions de changement éventuelles;
5. **Considérant** que le vote du conseil communal déterminera définitivement le contenu du PAG et du PAP QE qui ne pourra plus être changé que sur des points soulevés par des réclamants individuels ou par la commission d'aménagement de l'Etat;
 - que le vote sur le projet de PAG et le projet de PAP QE étant déjà prévu pour le 30 mars 2018, il y a donc lieu de reporter ce délai;
6. **Considérant** qu'il y a lieu en outre de rendre accessible publiquement l'ensemble de l'étude préparatoire et le projet de PAG complet du collège échevinal;

- qu'il n'y a aucune disposition de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain qui n'interdit une telle publication;
- qu'au contraire, une publication des projets enlèverait tout avantage d'initié éventuel aux grands acteurs du secteur professionnel du bâtiment et protégerait plus efficacement les intérêts des petits propriétaires qu'une tenue au secret;
- que pour empêcher néanmoins des acteurs privés d'anticiper à leur profit des changements de la situation réglementaire, il incomberait le cas échéant au collège échevinal de proposer au conseil communal de nouvelles servitudes prévues aux articles 20, al. 2 et 21 pendant les études ou travaux sur le PAG, avant le vote des règlements en conseil communal, comme cela a déjà été le cas par décision du conseil communal du 3.4.2017 concernant un secteur protégé d'intérêt communal de type « environnement construit »;

Par ces motifs,

Le conseil communal demande au collège échevinal,

1. de reporter le vote sur le plan de PAG et de PAP QE, ainsi que sur les reclassements individuels demandés, pour permettre une discussion approfondie et une décision en pleine connaissance de cause sur l'ensemble de la matière ;
2. de rendre visibles les changements opérés sur la partie graphique du projet de PAG par rapport au PAG en vigueur ;
3. d'établir un tableau comparatif des différentes parties écrites (projet de PAG, PAP QE, règlement des bâtisses);
4. de (re)constituer un groupe de travail interdisciplinaire;
5. de faire un inventaire des problèmes se posant dans les différentes localités et quartiers et de proposer des solutions ensemble avec la population concernée, qui sera consultée lors de réunions publiques avant le vote du conseil communal;
6. de publier l'analyse de la situation existante et le concept de développement futur de la commune élaborés par le collège échevinal et comprenant les changements essentiels prévus au PAG ;
7. de proposer éventuellement, s'il l'estime nécessaire, pendant la durée des études et travaux d'élaboration du PAG, des servitudes provisoires selon les articles 20 et 21 de la loi sur l'aménagement communal et le développement urbain.

Merci am Viraus.

Mat beschte Gréiss,

*Myriam Cecchetti
Conseillère déi Lénk*

*Jos Piscitelli
Conseiller déi Lénk*

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – SERVICES DE REGIE

26. Nomination provisoire d'un fonctionnaire du groupe de traitement C1, sous-groupe administratif (ancien expéditionnaire administratif) (m/f) à temps plein pour les besoins des services de régie

Est nommé(e): M. Dondelinger Nicolas

27. Nomination d'un délégué commun au sein du comité du SYVICOL

Est nommé(e): M. Mischo Georges



Gemeinderatssitzung Sanem vom 26.01.2018

Interne PAG-Präsentation sorgt für Diskussion

In der ersten Gemeinderatssitzung im neuen Jahr am 26. Januar 2018 standen insgesamt 26 Punkte auf der Tagesordnung, von denen alle bis auf eine Ausnahme einstimmig verabschiedet wurden. Die meisten Themen lösten keine längeren Diskussionen aus, nur die Präsentation des neuen PAG (plan d'aménagement général - Gesamtbebauungsplan der Gemeinde) für die betroffenen beratenden Kommissionen vom vergangenen Mittwoch sorgte für Unmut von Seiten der Oppositionsfraktion déi Lénk.

wunderte sich über diese Interpretation der Frist, die CSV-Fraktion damals als Opposition und auch der Schöffenrat hätten in der Vergangenheit ebenfalls sehr kurzfristig Fragen bzw. neue Punkte eingereicht. Der Dringlichkeit halber (bis zum 5. Februar müssen die Kommissionen ihre Stellungnahmen zum PAG abgegeben haben) sollte diese Frage trotzdem heute behandelt werden, so der déi Lénk-Gemeinderat und warnte davor, zu formalistisch zu sein. Nachdem Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) entgegnete, dass es sich bei den CSV-Anträgen von damals eher um administrative und/oder einfach zu beantwortende Fragen gehandelt habe und nicht hiermit zu vergleichen sei, zeigte sich déi Lénk-Gemeinderat Jos Piscitelli weiterhin nicht einverstanden und kündigte an, dass er im letzten Teil der Sitzung bei „Fragen&Diverses“ das Thema der PAG-Präsentation dennoch ansprechen werde. Die zweite Abänderung der Tagesordnung betraf Punkt 18 (Nominierung eines Delegierten im SYVICOL-Komitee) wurde wie gesetzlich vorgesehen in die geschlossene Sitzung verlegt.

BELES

Eingangs der Gemeinderatssitzung entschuldigte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler, die erst zu einem späteren Zeitpunkt der Sitzung (ab Punkt 14) dazu stoßen werde. Danach wurde auf Initiative von déi Lénk ein Punkt der Tagesordnung hinzugefügt - dabei handelte es sich um einen Text des „Mouvement écologique“ über eine Charta bezüglich der Information und Bürgerbeteiligung, die die Gemeinde übernehmen solle. Die zweite schriftliche Anfrage von déi Lénk betreffend den PAG und Knauf Insulation wurde jedoch nicht auf die Tagesordnung gesetzt, da sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist (3 volle Geschäftstage vor der Sitzung) eingereicht worden war. Gemeinderat Jos Piscitelli (déi Lénk)

KÄERJENGER UMGEHUNGSSTRASSE: EINSPRUCH BEIM VERWALTUNGSGERICHT ABGELEHNT

Danach teilte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) mehrere Neuigkeiten mit. Zunächst informierte er über den Beschwerdebrief der Kirchenfabrik Beles-Metzerlach. In dem an die „Chambre des députés“ und an die Mitglieder des Gemeinderates adressierten Schreiben hat es den Anschein, dass es immer noch unklare Besitzverhältnisse bezüglich der Kirche im Metzerlach gebe. Die Gemeindeverwaltung hat jedoch aufgrund Recherchen beim Katasteramt und anhand von alten Akten belegt, dass die Gemeinde ganz klar Besitzer ist. Vor allem der Gemeinderatsbeschluss aus dem Jahre 1966 beweist, bei dem es um den Bau des Kirchengebäudes geht, dass sowohl das Grundstück als auch die Immobilie sich im Besitz der Gemeinde befinden. Dann berichtete der Bürgermeister über das zukünftige Leichtathletikstadion

der 4 Kordall-Gemeinden Differdingen, Käerjeng, Petingen und Sanem - ein Projekt, das auch vom Sportministerium unterstützt wird. Man habe sich nun geeinigt, dass sich alle 4 Gemeinden bei der Finanzierung des Baus in Differdingen beteiligen, wie genau die Aufteilung sein wird, ist jedoch noch unklar. Entschieden ist allerdings, dass Käerjeng die Folgekosten nicht mittragen werde, da es keinen Leichtathletikverein in der Gemeinde gibt. Im Anschluss daran wurden die Gemeinderäte informiert, dass in Kürze der PPF (plan pluriannuel financier) und das Organigramm des Alten- und Pflegeheim REWA auf ihrem Server abrufbar sind, und dass sie auch demnächst einen Stift, das sogenannte Apple Pencil, für ihren I-Pad erhalten. Es sei zudem ein Schulungskurs für die Gemeinderäte geplant, bei der alle Funktionalitäten und Module für ihre Arbeit im Gemeinderat erklärt werden.

Zum Schluss informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) über das Urteil des Verwaltungsgerichtes bezüglich des von der Gemeinde eingereichten Einspruchs gegen den Bau des „Contournement de Bascharage“. Das Gericht erklärte sich nicht zuständig, da der Rekurs der Gemeinde zu diesem Zeitpunkt zu früh eingereicht worden war. Dieser juristische Schritt war im vergangenen Jahr von allen Parteien unterstützt worden. Jetzt werde man gemeinsam mit den Anwälten der Gemeinde analysieren, wie man nun weiter vorgehen werde. Die Arbeitsgruppe bezüglich der Umgehungsstraße von Bascharage werde im Moment noch nicht wieder zusammen gerufen, erst wenn das definitive Bauprojekt vom Infrastrukturministerium der Gemeinde vorliegt. Gemeinderat Jos Piscitelli (dél Lénk) schlug dennoch vor die Arbeitsgruppe vor Ablauf der 40 Tages-Frist (zur Einreichung des Berufungsverfahrens beim Gericht) einzuberufen und eine Erklärungskampagne zu starten, um den Bürgern zu erklären, warum der Einspruch abgelehnt wurde. Der Bürgermeister erklärte, dass man das Urteil erst mal juristisch prüfen lassen und danach abklären werde wie man weiter vorgehen soll.



Verwaltungsgericht weist Einspruch gegen Umgehungsstraße ab. Foto: Claude Piscitelli

NEUE FAHRRÄDER FÜR VERKEHRSGARTEN

Beim ersten Kostenvoranschlag ging es um den Kauf eines neuen Allrad-LKW (28-Tonner) für 210.000 €, der unter anderem im Winterdienst eingesetzt werden wird. Der Umbau des „Préau“ der Roude Wee-Schule in Beles kostet 50.000 €. Die Kosten für die Anschaffung einer neuen Mähmaschine für Sport- und Spielplätze belaufen sich auf denselben Betrag. Neue Türen in Höhe von 40.000 € werden in den Büros der „Maison sociale“ eingesetzt, da die bestehenden ein gewisses Alter haben und zudem schlecht isoliert sind. Mit den neuen Türen werden also die nötige Diskretion und Vertraulichkeit noch besser gewährleistet. 22.000 € werden für den Kauf eines Belüfters für Naturrasen benötigt. Diese Maschine kann den Rasen belüften und auflockern um den allgemeinen Zustand der Rasenflächen zu verbessern.

Die Anschaffung von 32 neuen Kinder-Fahrrädern und Material für den neuen Verkehrsgarten schlägt mit 15.000 € zu Buche. Die Verkehrserziehung der Sanemer Schulkinder wird ab diesem Schuljahr im Verkehrsgarten (der sich auf dem Gelände der Industriezone „Gadderscheier“ beim Centre de formation pour conducteurs“ befindet) durchgeführt. Das Material wird von der Gemeinde gestellt und wird am Standort aufbewahrt. Die Fahrräder können aber auch für andere Schulaktivitäten genutzt werden, wie z.B. Ferien-Nachmittage, Rallyes, Ausflüge, usw. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) informierte, dass man intensiv am nicht ganz ungefährlichen Anfahrtsweg arbeite, damit irgendwann die Kinder auch mit ihrem eigenen Fahrrad zum Verkehrsgarten fahren können.

STRASSENAMEN-STREIT MIT ESCH BEIGELEGT

Seit längerer Zeit gab es Diskussionen zwischen den Gemeinden Sanem und Esch/Alzette bezüglich der Benennung einiger Straßen in Belval. Am 19. Mai 2009 hatte der Sanemer Gemeinderat diverse Straßennamen auf Beleser Seite des neuen Viertels festgelegt. Dies aufgrund eines Konzeptes, d.h. nach verschiedenen Themenbereichen wie z.B. Musik, Industrie, Bildung. Im „Square Mile“ wurde damals eine lange Straße in 3 Abschnitte geteilt und auch benannt (rue Louis Armstrong, rue Jane Addams, rue Gustave Eiffel). Diese 3 Straßen befinden sich aber zum Teil auf Escher Territorium. Die Escher Gemeindeverwaltung hatte vorgeschlagen die ganze Straße (alle 3 Abschnitte) in rue le Bataclan umzubenennen.

Bei einem Treffen im Dezember 2017 wurde nun aber festgehalten, dass nur die rue Louis Armstrong in rue le Bataclan umbenannt wird, die beiden anderen Straßenteile behalten ihren ursprünglichen Namen. Der Gemeinderat gab dieser Regelung mit zwei Enthaltungen seitens der déi Lénk-Fraktion, seinen Segen.

Die Enthaltungen erklärte déi Lénk-Gemeinderätin Myriam Cecchetti damit, dass es gefährlich sei, dass mit dieser Namensgebung den terroristischen Attentätern noch mehr Bedeutung zugestanden werde. Aus Respekt vor den Opfern sei dies nicht der richtige Weg.



Der Streit um Straßennamen mit der Nachbargemeinde Esch/Alzette hat ein Ende gefunden.

Die Bewilligung zweier Grundstücksakten gab ebenfalls keinen Grund zu Einwänden. Bei der ersten erhält die Gemeinde entgeltlos zwei Parzellen von 0,04 Ar (Bürgersteig) in der rue Metzlerlach in Zolwer. Bei der zweiten ging es um einen Tauschakt mit der Firma Technotrust SA bezüglich einiger Parzellen in der rue de Mondercange in Ehlerange. Die Baufirma überlässt der Gemeinde ein Grundstück von 1,2 Ar im Wert von 840 €, im Gegenzug erhält Technotrust S.A. eine Parzelle von 0,23 Ar im Wert von 11.500 €. Somit ergibt sich noch eine Ausgleichszahlung von 10.660 € zugunsten der Gemeinde.

FORSTBEWIRTSCHAFTUNGSPLAN 2018 BEWILLIGT

Anschließend begrüßte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) den für die Sanemer Wälder zuständigen Förster Claude Assel, der den Forstbewirtschaftungsplan 2018 präsentierte. Das Budget ist auf dem vor 2 Jahren vorgestellten langfristigen 10-Jahresplan aufgebaut und sieht für 2018 Ausgaben von 124.000 € und Einnahmen von 19.500 € vor. Wie jedes Jahr werden ungefähr 400 Kubikmeter Holz vermarktet werden, Spazierwege und Hänge gesichert, usw. Auf Nachfrage vom Bürgermeister, konnte Claude Assel zum allgemeinen Zustand der lokalen Wälder berichten, dass dieser insgesamt relativ gut sei. Zudem war zu erfahren, dass der dezimierte Eschenbestand wahrscheinlich auf eine Pilzkrankheit zurückzuführen sei.

Richtige Sorgen bereite der Eichenprozessionsspinner (eine Schmetterlingsraupe), dessen Härchen beim Mensch zu Allergien führen kann. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) fügte hinzu, dass der Spinner in der Vergangenheit vor allem in Ehleringen und auch auf verschiedenen Spielplätzen der Gemeinde vorkam. Es wurde natürlich investiert, um die Raupen und deren Nester professionell zu entfernen. Das Problem sei aber, dass dieses Phänomen jedes Jahr auftauchen kann, da der Schmetterling bis zu 40 km weit fliegen kann. Deshalb werden öffentliche Plätze regelmäßig kontrolliert.

Auf die vergangene Problematik der Borkenkäferplage auf dem Beleser Gaalgebirg angesprochen, konnte der Förster verkünden, dass diese fast endgültig entfernt sei. Anstelle der Fichten waren die resistenteren Schwarzkiefer angepflanzt worden, die zudem die „Schwarzwaldromantik“ des Gaalgebirg erhielten. Dennoch sei der Borkenkäfer sehr hartnäckig und habe sich in den noch wenigen bestehenden Fichten eingenistet.

CSV-Gemeinderat Mike Lorang wollte danach erfahren ob und welche Auswirkungen die Stürme der vergangenen Monate auf die Wälder hatte. Förster Claude Assel informierte, dass bei feuchtem Boden und heftigem Sturm einige Bäume umgefallen seien. Diese werden aber gesichert, falls Mensch oder Heim gefährdet sein sollten. Gemeinderat Alain Cornély (déi Gréng) interessierte sich dann noch für den Wildbestand in den Sanemer Wälder. Der Förster erklärte, dass die Anzahl der Wildschweine angemessen sei, ein Problem stelle allerdings der steigende Bestand an Rehen dar, da diese Jungpflanzen fressen. Auf die Frage von LSAP-Gemeinderätin Nadine Tornambé-Duchamp warum im Geopor-

tail verschiedene Wälder anders markiert seien, konnte Claude Assel aufklären, dass dies nur den Unterschied zwischen staatlichen, gemeindeeigenen und privaten Waldgrundstücken aufzeige.

Der Forstbewirtschaftungsplan wurde alsdann einstimmig verabschiedet.

Gleiches Votum gab es auch bei der Festlegung einer Teilnahmegebühr für den von der Gemeinde organisierten Ausbildungskurs zum Hilfsbetreuer (Moniteurs). Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) informierte, dass seit dem 1.1.2018 die jungen Leute, die bei den „Vakanznomëtter“ arbeiten wollen, den Schein A benötigen. Der Theorie-Teil der Ausbildung wird im April stattfinden, der praktische Teil dann während den Feriennachmittagen. Bei Bedarf wird ein weiterer Kurs angeboten werden können. Die Teilnahmegebühr in Höhe von 50 € ist notwendig um eine gute Ausbildung gewährleisten zu können und um zu verhindern, dass sich Leute anmelden ohne später am Kurs teilzunehmen und somit eventuell anderen einen Platz verwehren. Déi Léng-Gemeinderätin Myriam Cecchetti lobte in diesem Zusammenhang die Initiative der Gemeinde, diesen Ausbildungskurs anzubieten, es sei nämlich wichtig über gut ausgebildete Betreuer zu verfügen. Außerdem fügte sie hinzu, dass dieser Kurs damals eingeführt wurde als sie noch Schöffin war, zu einem Zeitpunkt als der Staat diese Bedingung (Schein A) einführte, aber keine dementsprechende Kurse anbot. Somit habe die Gemeinde in diesem Fall ihre Verantwortung übernommen und diese sodann selbst organisiert.“

FINANZSPRITZE FÜR DEN BAU DES „CENTRE D'ÉLEVAGE MATHIAS SOSSONG“ DES BELESER KLEINTIERZÜCHTERVEREINS

Weiter ging es dann mit den Erklärungen von Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) bezüglich einer Konvention und einer Subvention mit und zugunsten der „Société avicole de Belvaux“.

Der Kleintierzüchterverein Beles erhält insgesamt eine finanzielle Unterstützung von 109.640 € (2/3 der Restkosten, nach Abzug der Subvention von Seiten des Landwirtschaftsministeriums in Höhe von 69.624 €) für den Bau des Aufzucht-Zentrums „Centre d'élevage Mathias Sossong“ im Matgesfeld in Beles, der insgesamt 234.086 € gekostet hatte.



Der Bau des Kleintieraufzucht-Zentrums in Beles wird von der Gemeinde unterstützt.

Auf die Frage von déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély warum diese Unterstützung erst jetzt nach etlichen Jahren im Gemeinderat behandelt werde, antwortete Bürgermeister Georges Engel (LSAP), dass man dafür die Historie kennen müsse. Zu Beginn betraf der Antrag des Kleintierzüchtervereins nur die Zurverfügungstellung des Grundstücks. Im Verlauf der Jahre kamen jedoch die Kosten für den Bau der Ställe hinzu. Die definitive Abschlussrechnung erhielt die Gemeinde dann auch erst 2017. Nachdem im vergangenen Jahr das Landwirtschaftsministerium den Betrag der Finanzspritze seinerseits festgelegt hatte, hat die Gemeinde nun ihren Teil definiert.

Nachdem sowohl Gemeinderat Jos Piscitelli im Namen der déi Léng und Rätin Patricia Speck-Braun für ihre DP-Fraktion die Subvention begrüßten, wurden beide Punkte einhellig bewilligt.

Dann erhielt Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) das Wort um die beiden nächsten Punkte zu erläutern. Wegen den gesetzlichen Änderungen bezüglich der Mehrsprachigkeit bei Kindern zwischen 1-3 Jahren, muss der Konvention betreffend die Zolwer Kannerbuerg ein Zusatz hinzugefügt werden. Der Staat garantiert jedem 1-3-jährigen Kind eine gratis Betreuung bis zu 20 Stunden (alle weiteren Stunden müssen von den Eltern bezahlt werden). Durch diese Neuerung erhalten nun die Kindertagesstätten eine staatliche Unterstützung von 6 € pro Kind pro Stunde. Weitere 0,71 € pro Kind pro Stunde werden vom Staat überwiesen, falls man in den Maison Relais die Konditionen der mehrsprachigen Erziehung erfüllt. Deshalb wird ein pädagogischer Referent der Maison Relais alle nötigen Ausbildungen machen

und jede Gruppe wird einen zuständigen Erzieher für die luxemburgische oder französische Sprache haben. Das Personal der Gemeinde kann diese Aufgaben selber übernehmen, so dass alle Bedingungen erfüllt sind und die Maison Relais somit bereit für diese Neuerung ist, so die Schöffin. Ebenfalls aufgrund einiger Neuerungen des „Chèque-service Accueil“ muss das Gebührenreglement der Maison Relais abgeändert werden. In der neuen Taxen-Verordnung wird auf das aktuelle großherzogliche Reglement verwiesen, in dem nun nach den Einschreibungen verrechnet wird und nicht mehr nach den Präsenzen. Auch die Fakturierung bei Abmeldungen und Krankheitsfällen werden nun anders behandelt. Bei beiden Abstimmungspunkten gab es keine Einwände.

Danach bewilligten die Gemeinderäte einige Abänderungen in der Zusammensetzung der beratenden Kommissionen. Déi Lénk-Rat Jos Piscitelli wiederholte in diesem Zusammenhang, dass er den Punkt zwar mitstimme, mit der Sitzverteilung sei er allerdings noch immer nicht einverstanden und informierte, dass er sich diesbezüglich schriftlich an das Innenministerium gewandt habe. Anschließend folgte die Nominierung der Mitglieder der Integrationskommission. Laut Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) hatten sich viele Bürger auf den Aufruf gemeldet. Nun schlägt der Schöffenrat jeweils 10 Mitglieder (effektive und stellvertretende) vor, aus einer guten Mischung aus alten und neuen Mitgliedern, unter Berücksichtigung der politischen Zugehörigkeit oder Neutralität, Geschlecht, usw. Der Vorschlag des Schöffenrates wurde nach der geheimen Abstimmung angenommen.

MEHRERE POSTENSCHAFFUNGEN UND NEUES MITGLIED IM SOZIALAMT-VORSTAND

Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) gab anschließend alle nötigen Erklärungen zu 2 Postenschaffungen im „Service des relations publiques et de la culture“. Vor geraumer Zeit hatte ein Techniker im ARTIKUSS gekündigt. Nun soll diese Stelle mit einer neuen Person besetzt werden, die jedoch über zusätzliche Kompetenzen und Ausbildungen verfügt. Deshalb wird der ehemalige Techniker-Posten durch eine administrative Anstellung ersetzt. Nachdem man außerdem in den vergangenen 2 Jahren einige Erfahrungen sammeln konnte und zudem ein Angestellter in einen anderen Dienst versetzt worden war, wird der Service nun neu organisiert. Bei der zweiten Postencreation geht es also um eine Arbeitskraft, die die neue Mannschaft unter anderem im Bereich „Social me-

dia“ verstärken soll. Auf Nachfrage von déi Gréng-Gemeinderat Alain Cornély ob der zukünftige Mitarbeiter die neue Homepage der Gemeinde aufbauen wird, antwortete Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), dass diese Aufgabe von einer ganzen Gruppe betreut wird, in der auch die neue Person teilnehmen wird.

Danach war es an Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP), die einen neuen Hilfsarbeiter-Posten erläuterte. In der Maison Relais wird dieser neue Angestellte diverse Aufgaben übernehmen, wie z.B. Essen zu den anderen Strukturen oder privaten Kindertagesstätten liefern. In diesem Fall wird die Gemeinde einen Langzeitarbeitslosen einstellen, bei dieser Arbeitsbeschaffungsmaßnahme werden die Personalkosten im ersten Jahr zu 100 %, im zweiten zu 80 % und im dritten zu 60 % von der ADEM (Agence pour le développement de l'emploi – Arbeitsagentur) übernommen. Déi Lénk-Gemeinderätin Myriam Cecchetti begrüßte diesen Schritt, die Gemeinde übernehme hiermit ihre Verantwortung auf dem Arbeitsmarkt. Anschließend ging es um die Schaffung von 6 „Auxiliaire de vie“-Posten im gemeindeeigenen Alten- und Pflegeheim REWA (Résidence Op der Waassertrap“.



Der Beruf des „Auxiliaire de vie“ wurde endlich mit einer eigenen Karriere im SAS-Vertrag bedacht.

Der 2005 geschaffene Beruf des „Auxiliaire de vie“ war bislang nicht als eigenständige Karriere im SAS-Vertrag verankert. Daher wurden in der Gemeinde Sanem diese Leute auf den Posten der „Aide socio-familiale“ eingestellt und zwar nur im Altersheim. Nun wurde der Beruf des „Auxiliaire de vie“ am 1.10.2017 in den SAS aufgenommen und somit hat die Gemeinde die Möglichkeit die betroffenen Mitarbeiter in ihrer richtigen Karriere einzustellen. Es handelt sich hierbei um eine interne Ausschreibung, die den 6 Betroffenen sehr entgegen kommen wird. Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) fügte hinzu, dass es aber bei der Pflegever-

sicherung (Assurance-Dépendance) immer noch Nachholbedarf gibt, da diese die Karriere des „Auxiliaire de vie“ noch nicht anerkannt hat. Sie habe schon beim zuständigen Minister Romain Schneider interveniert und hoffe auf eine schnelle, positive Antwort.

Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) lobte diesen Schritt und bat den Schöffenrat weiterhin bei der Regierung zu intervenieren um dieses nationale Problem endlich zu beheben. Alle Postenkreationen wurden ohne Gegenstimme verabschiedet.

Die gleiche Abstimmung gab es bei den folgenden beiden Punkten. Zunächst teilte Schöffe Marco Goelhausen (LSAP) Erklärungen zum internen Reglement bezüglich der Mietmodalitäten der Übernachtungsmöglichkeit in der Schule 2000 mit. In der vergangenen Gemeinderatsitzung war bereits eine Taxe gestimmt worden. Die Bereitschaftsdienst-Mitarbeiter können für 5 € pro Nacht in der renovierten Wohnung übernachten. Die heute vorliegende Verordnung, die in Zusammenarbeit mit der Personaldelegation ausgearbeitet wurde, setzt alle Regeln fest. Schöffin Simone Asselborn-Bintz präsentierte dann eine Änderung des SAS-Kollektivvertrages. Laut neuem Vertrag müssen die Angestellten, die nicht in ihre neuen Karrieren wechseln wollen, auf die sogenannte „allocation forfaitaire“ verzichten. Da dies aber als ungerecht gesehen wurde, haben die Unterzeichner des Vertrages eine Abänderung beschlossen. Die Arbeitnehmer, die im alten System verbleiben, erhalten deshalb eine einmalige Prämie von 324 € und für die kommenden Jahre eine Erhöhung von 2 Punkten auf ihrem monatlichen Gehalt.

Nachdem das langjährige Mitglied Raymond Cecotto seinen Rücktritt im „Office social“-Vorstand zum 1.1.2018 bekannt gemacht hatte, musste nun ein Ersatz gefunden werden. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) schlug im Namen des Schöffenrates Frau Monique Pütz-Seil, ehemalige Kommissarin der Polizeidienststelle Beles, vor. Gemeinderat Jos Piscitelli (déi Lénk) machte daraufhin einen Gegenvorschlag und zwar Serge Urbany. Der erfahrene Jurist sei die richtige Entscheidung für diesen Posten, wenn man die politische Parität im Sozialamt-Vorstand behalten wolle, so der déi Lénk-Rat. Es folgte die geheime Abstimmung, bei der Frau Monique Pütz-Seil als neues Vorstandsmitglied bestätigt wurde.

Präsident des Sozialamtes Jemp Schlessler gab anschließend Informationen zur Konvention zwischen dem „Office social“, dem Familienministerium und der Gemeinde. Er nannte hierbei unter anderem die Verpflichtungen aller Parteien, erklärte kurz die Finanzierung, die Funktionsweise des Sozialamtes und den „Tiers payant social“, usw. Be-

vor dieser Punkt einstimmig verabschiedet wurde, wollte Gemeinderat Jos Piscitelli (déi Lénk) unterstreichen, dass die Beträge für Lebensmittelgutscheine (die in der letzten Gemeinderatsitzung aufgelistet worden waren) zur Hälfte vom zuständigen Ministerium mitfinanziert werden.

Die darauffolgenden temporären Verkehrsverordnungen wurden ebenfalls unisono angenommen.

PAG-PRÄSENTATION, KNAUF INSULATION UND RÜCKTRITTE BEIM RETTUNGSDIENST

Die déi Lénk-Fraktion hatte im Vorfeld schriftlich darum gebeten einen Punkt auf die Tagesordnung zu setzen. Hierbei handelte es sich um einen Text des „Mouvement écologique“ über eine kommunale Charta bezüglich der öffentlichen Information und Bürgerbeteiligung. Da alle Parteien bei ihrer Antrittsrede genau davon gesprochen hatten, hoffe Gemeinderat Jos Piscitelli (déi Lénk), dass die Charta so von allen Ratsmitgliedern angenommen werde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) erklärte, dass einige der im Text aufgezählten Punkte zum Teil bereits umgesetzt bzw. in Bearbeitung sind und im Einklang mit der Schöffenratserklärung sind. Man arbeite z.B. daran das „Informationsblatt“ und die Internetseite der Gemeinde zeitnah und aktuell zu halten, eine Info-Rundmail sei auch in Ausarbeitung, usw. Manche Punkte sind allerdings nicht kompatibel mit der Schöffenratserklärung, so der Bürgermeister. Unter anderem könne man nicht alle Pläne und Akten zu jedem Projekt von Beginn an veröffentlichen, in verschiedenen Fällen sei dies sogar kontraproduktiv. Des Weiteren stehe hier im Text, dass ein Kindergemeinderat gegründet werden muss, laut Schöffenratserklärung wird dies nur bei Interesse durchgeführt. Aus all diesen Gründen wolle man die Charta so nicht stimmen, wissend dass der Schöffenrat sowieso viele der aufgezählten Punkte unterstützt. Déi Lénk-Gemeinderat Jos Piscitelli schlug vor, den Text zu bearbeiten und dann noch einmal im Gemeinderat zu behandeln, Sanem wäre dann die erste Gemeinde im Land, die so eine Charta unterschreiben würde. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) willigte ein, den Text im Schöffenrat zu diskutieren und Änderungen vorzunehmen um dann zu einem späteren Zeitpunkt im Gemeinderat abzustimmen.

Danach kam Gemeinderat Jos Piscitelli (déi Lénk) auf die Präsentation des neuen PAG (plan d'aménagement général - Gesamtbebauungsplan der Gemeinde) für die betroffenen beratenden Kommissionen vom

vergangenen Mittwoch zu sprechen. Er kritisierte den Ablauf der Informationsversammlung. Hier sei nicht wie angekündigt der neue PAG vorgestellt worden, sondern nur die Prozedur und aktueller Ist-Zustand erklärt worden. Er warf dem Schöfferrat und den damals anwesenden Beamten Geheimniskrämerei vor und dass man wie Schulkinder kontrolliert worden sei, ob man Fotos mache. Es sei eine Farce, dass die beratenden Kommissionen zum neuen PAG eine Stellungnahme abgeben sollen, wobei dieser nicht wirklich präsentiert wurde und man keine Dokumente mitnehmen konnte. Es wurden Studien in Auftrag gegeben und neue Reglementierungen eingeführt. Warum der Schöfferrat nicht konkret seinen Vorschlag zum PAG präsentiere, monierte der déi Lénk-Gemeinderat weiter. Erst dann könne man eine Diskussion nach bestem Wissen und Gewissen führen. Unter solchen Umständen könne man nicht anständig arbeiten, z.B. sei eine Stellungnahme der Verkehrskommission zu diesem Zeitpunkt ein Freifahrtschein, da nicht alle Elemente bekannt sind. Er könne zudem nicht verstehen warum die Stellungnahmen bereits bis zum 5. Februar eingereicht werden müssen, dies sei extrem kurzfristig und die Kommissionen könnten dies in diesem Zeitfenster nicht wirklich bewältigen. Außerdem prangerte er an, dass die wichtigen Entscheidungen und Informationen in die Sommerferien fallen werden, dies sei nicht im Sinne der Bürgerbeteiligung. Weiter beanstandete er die Art und Weise wie die Versammlung abgehalten wurde und meinte, dass man schon fast eine Entschuldigung von den Beamten einfordern könnte. Man müsse zudem der Öffentlichkeit bewusst machen, dass etwas mit ihren Grundstücken passieren wird, forderte er weiter.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) betonte, dass man sich bei der PAG-Prozedur an das Gesetz gehalten hat, und sogar darüber hinaus noch mehr für die Bürger getan habe. 2014 wurde z.B. ein Workshop organisiert, in dem die Bürger bei der Ausarbeitung des neuen PAG mitwirken konnten. Leider nahmen trotz eines Aufrufs an alle Haushalte der Gemeinde nicht viele Leute teil. Zur Bürgerbeteiligung gehören auch die Mitglieder in den beratenden Kommissionen, die gleichzeitig Bürger der Gemeinde sind. Laut Gesetz müsste man die PAG-Abstimmung am kommenden 30. März nur in 4 Tageszeitungen bekannt machen, der Schöfferrat tue im Sinne der Bürgerbeteiligung noch mehr und informiere die Bevölkerung zusätzlich anhand eines Rundschreibens. Die Forderung von déi Lénk, alle einzelnen Betroffenen anschreiben zu müssen, sei riskant, fuhr Bürgermeister Georges Engel (LSAP) fort. Falls man nur eine Person vergessen sollte oder eine Person ihren Brief nicht erhalten sollte, dann könnte das ganze PAG-Verfahren aufgrund dieses Formfehlers zugrunde gehen.

Nach der 1. Abstimmung im März, laufe die nächste Prozedur erst an. Dann folgen die öffentliche Information und die Möglichkeit für Einsprüche. Danach hört sich der Schöfferrat alle Beschwerden an und schließlich folgt die 2. Abstimmung. Man könne also absolut nicht behaupten, dass hier irgendetwas im Geheimen fabriziert werde, so der Bürgermeister. Nach der Abstimmung am 30. März bleiben also noch fast 4 Monate bis zu den Sommerferien um alle gesetzlich vorgeschriebenen Schritte durchzuführen. Dass vielleicht die eine oder andere Etappe in Schulferien falle, daran könne man nun mal aufgrund der Fristen nichts ändern.

Déi Lénk-Gemeinderätin Myriam Cecchetti unterstrich, dass Workshops wie zu PAG im Jahre 2014 der richtige Weg sei, allerdings sei die Bevölkerung zu diesem Zeitpunkt nicht im Bild gewesen. Man müsse die Leute informieren damit sie sich interessieren. Zum Verlauf der Informationsversammlung für die Kommissionen kritisierte sie, dass man wie unmündige Kinder in der Schule behandelt worden sei, dass man keine Dokumentation erhalten hatte und dass nur die neue Prozedur und Nomenklatur erklärt wurden. Für neue Kommissionsmitglieder seien diese Informationen schwerer zu bearbeiten und man hätte deshalb vielleicht mehr als eine Informationsrunde vorsehen können. Die ganze Handhabung in diesem Dossier sei unmöglich, so die Gemeinderätin abschließend. Ihr Kollege Jos Piscitelli (déi Lénk) fuhr fort, dass man sich einfach erwartet hatte, dass der Schöfferrat den neuen PAG mit ihren Ideen präsentiere, dann eine Diskussion folgt und nicht nur kurze 5 Tage vor der Abstimmung im Gemeinderat im März den neuen Plan zuschickt. Die Bürger und der Gemeinderat müssen mehr eingebunden werden.

Dies ließ Bürgermeister Georges Engel (LSAP) nicht so stehen. Der Gemeinderat wurde gestern über die nächsten beiden Gemeinderatssitzungen am 31. Januar und am 7. Februar bezüglich des PAG informiert. Deshalb könne man den Vorwurf auf keinen Fall gelten lassen, dass der Gemeinderat nur 5 Tage (Frist für Information und Zuschieken der Dokumente für die nächste Gemeinderatssitzung) Bescheid weiß und nicht mit eingebunden werde. Schöffe Marco Goelhausen (LSAP), der an dieser Informationsversammlung teilgenommen hatte, musste den Vorwürfen von déi Lénk ebenfalls widersprechen. Déi Lénk-Vertreter Jos Piscitelli habe selbst gesagt, dass man nicht zu viele Informationen nach außen tragen dürfe, da dies zu Spekulationen führe. In diesem heiklen Dossier musste man also einen guten Mittelweg finden, der auch so umgesetzt wurde. Den Kommissionen sprach er zudem genug Vertrauen zu, dass sie ihre Stellungnah-

men zu ihrem jeweiligen spezifischen Teil guten Gewissens abgeben werden.

In seiner zweiten Frage verlangte Gemeinderat Jos Piscitelli (déi Lénk) eine klare Stellungnahme vom Schöfferrat bezüglich des geplanten Baus der Steinwolle-Fabrik Knauf Insulation (in der Industriezone Gadderscheider). Er befürchte, dass trotz aller Commodo-Prozeduren und Auflagen, das Resultat wie damals bei der Kronospan sein wird – eine weitere Produktionsfirma, die nur Nachteile für die Anwohner bringen wird. Solch ein Unternehmen passe zudem nicht zur Entwicklung der Gemeinde.

Bürgermeister Georges Engel (LSAP) wollte und konnte sich zu diesem Dossier nicht konkret äußern. Der Schöfferrat kann keine offizielle Stellungnahme hierzu nehmen, da man bislang nicht über alle Akten und Informationen zum Projekt verfügt. Er könne in diesem Sinne nur seine eigene Meinung mitteilen, so der Bürgermeister, er wolle natürlich nicht, dass die Bewohner zusätzlichen Beeinträchtigungen und Emissionen ausgesetzt werden und dann müsse man sich selbstverständlich gegen die Niederlassung einer solchen Firma wehren. Falls die Belastungen sich allerdings im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen befinden, wird es schwierig gegen das Projekt vorzugehen. Man müsse also die vollständigen Akten abwarten, bevor man entscheidet wie man weitermacht. Eine Unterredung mit dem Umweltministerium sei ebenfalls in Kürze geplant.

Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) begrüßte daraufhin dieses geplante Zusammentreffen, da man daran gezweifelt hatte, ob die Gemeinde überhaupt im Bild sei, dass die Prozedur bereits im vollen Gange ist. Sie riet dem Schöfferrat sich gut beraten zu lassen, um sich nicht wie damals bei der Implantierung der Kronospan verschönerte Tatsachen auffrischen zu lassen. Damals wurde auch versprochen, dass die Belastungen sich in Grenzen halten werden, jetzt müsse man feststellen, dass das Unternehmen der Gemeinde nicht gut tue, so die Gemeinderätin zum Schluss.

Drittens wollte Gemeinderat Jos Piscitelli (déi Lénk) dann erfahren, warum 17 Mitglieder der Sanemer „Protection civile“ gestern ihre Demission eingereicht haben.

Hierzu informierte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zunächst, dass der Rettungsdienst (Protection civile) ein staatlicher Dienst und der nationalen Rettungsverwaltung unterliegt. Er bestätigte die 17 Rücktritte und bedauerte diese zutiefst, auch in persönlichen Emails an die Betroffenen. Seinen Informa-

tionen nach, seien die Demissionen auf persönliche Meinungsverschiedenheiten zurückzuführen. Trotz dieses bedauerlichen Verlustes, sei der Rettungsdienst weiterhin einsatzbereit und funktionierend.

Dagegen warf Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) ein, dass es anscheinend nicht nur um zwischenmenschliche Differenzen gegangen sei. Man habe z.B. zu viel von den freiwilligen Rettungsdienstlern verlangt, d.h. Auslöser waren angeblich auch die Arbeitsbedingungen und verschiedene Aspekte der nationalen Reform im Rettungswesen.

Abschließend kam die letzte Frage an den Schöfferrat von Seiten der CSV-Gemeinderätin Franca Romeo. Sie bedauere, dass der „Ruff-Bus“ der Gemeinde den „Club Senior“ in Niederkorn nicht anfähre, obwohl Sanem Mitglied ist. Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) erklärte, dass der von der Gemeinde angebotene Ruf-Dienst innerhalb des Gemeindeterritoriums als auch 5 Ziele (Kreisverkehr Biff in Käerjeng, Kreisverkehr Raemerich/Belval, die 2 Krankenhäuser in Esch und das Spital in Niederkorn) außerhalb anfährt. Man müsse mit dem Betreiber der Busse schauen und verhandeln, ob der „Club Senior“ als weiteres Anfahrtsziel machbar ist und ob sich dies auch lohnt.

In der geschlossenen Sitzung wurde dann Nicolas Dondelinger als neuer Beamter im technischen Dienst (Service hygiène) gestimmt und der Escher Bürgermeister Georges Mischo als Vertreter der Gemeinden Esch und Sanem im SYVICOL (Syndicat des villes et communes luxembourgeoises) nominiert.



Procès-verbal des votes

du Conseil Communal de Sanem
de la séance publique
du vendredi, 07 février 2018

date de l'annonce publique: 1^{er} février 2018
date de la convocation des conseillers: 1^{er} février 2018
début: 19h00
fin: 22h10

Présents:

M. Engel Georges, président,
M. Anen Gaston, Mme Asselborn-Bintz Simone, M. Bronzetti Denis, Mme Cecchetti Myriam,
M. Cornély Alain, Mme Faber-Huberty Chantal, M. Goelhausen Marco, M. Haas Marc,
M. Lorang Mike, Mme Morgenthaler Nathalie, M. Piscitelli José, Mme Romeo Franca, Mme
Speck-Braun Patricia, Mme Tornambé-Duchamp Nadine,

Mme Greven Manon, secrétaire communal

Absent(s) excusé(s): M. Gierenz Steve, Reuter-Bauler Carine

Premier votant: M. Cornély Alain



Ordre du jour

1. Correspondance et Informations
2. Approbation de rapports (séances du 24.11.2017, 11.12.2017 et 15.12.2017)

Vote unanime

DIVERS

3. Approbation de divers subsides

Numm	Objet	Montant deen déi Joëre vir-drun accordéiert ginn ass	Montant accordéiert
FLTT – Fédération Luxembourgeoise de Tennis de Table a.s.b.l.	Demande fir en Don « table tennis championships Luxembourg 2017 »	/	/
Fondation Lëtzebuenger Guiden a Scouten	Demande fir en Don	/	/
Niños de la Tierra a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
ONGD-FNEL scouts & guides pour le développement communautaire a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Pharmaciens Sans Frontières Luxembourg a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Caritas Luxembourg	Demande fir en Don	/	/
Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
SOS Kannerduerf Lëtzebuerg	Demande fir en Don	/	/
Stëmm vun der Strooss	Demande fir en Don	/	/
Fondation APEMH	Demande fir e Subside	100 € CC 15.09.2016	100 €
Fondation Jean Hamilius Junior	Demande fir e Subside	/	/
Fondation Kriibskrank Kanner	Demande fir en Don	/	/
CARE Luxembourg a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
CLAE Services a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Parkinson Luxembourg a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Chrëschte mam Sahel	Demande fir en Don	/	/
Handicap International	Demande fir en Don	/	/
OTM Haïti	Demande fir en Don	/	/
MUSEP a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Luxembourg Air Rescue	Demande fir en Don	/	/
Lycée Technique Agricole	Demande fir en Don fir e Buch "85 Joer an der Kinnekswiss"	/	/
SOS Villages d'enfants	Demande fir en Don	/	/
Aide à l'Enfance de l'Inde et du Népal	Demande fir en Don	/	/
Nouvelle PNP a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
Niños de la Tierra a.s.b.l.	Demande fir en Don	/	/
PADEM	Demande fir e Subside	/	/
FLEK Lëtzebuerg	Demande fir en Don	/	/
Holzbau Lëtzebuerg a.s.b.l.	Demande Sponsoring	/	/
Fondation Follereau	Demande fir en Don	/	/
Stëmm vun der Strooss	Abo Zeitung/Memberskaart	/	/
Frères des hommes	Demande fir en Don	/	/
SCAP a.s.b.l.	Demande fir e Subside	/	/
Amnesty International Luxembourg a.s.b.l.	Demande fir e Subside 2018	/	/
Médecins du Monde Luxembourg	Demande fir en Don	/	/

Guiden a Scouten fir eng Welt	Demande fir en Don	/	/
Natur&Ëmwelt	Demande fir e Subside 2018	/	/
MemoShoah a.s.b.l.	Demande fir e Subside 2018	/	/
Les Amis du Tibet Luxembourg	Demande fir en Don	/	/

Vote unanime

4. Questions et divers

SEANCE A HUIS CLOS

PERSONNEL – ADMINISTRATION

5. Nomination d'un employé communal, groupe de traitement B1, sous-groupe administratif (m/f) à temps plein pour les besoins du service des relations publiques et de la culture - ARTIKUSS

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
MILBERT	Paul	13		2

Est nommé(e): M. Milbert Paul

6. Nomination d'un employé communal, groupe de traitement B1, sous-groupe administratif (m/f) à temps plein pour les besoins du service des relations publiques et de la culture - RPC

Nom	Prénom	OUI	NON	Abstentions:
LOGELIN	Yann	13		2

Est nommé(e): M. Logelin Yann

AMENAGEMENT COMMUNAL

7. Présentation du PAG, partie graphique et partie écrite



Gemeinderatssitzung Sa- nem vom 07.02.2018

Mehrere Informationen und später PAG in geschlossener Sitzung



Die heutige öffentliche Sitzung war eine relativ kurze. Bevor in geschlossener Sitzung 2 personelle Entscheidungen getroffen und der neue PAG (plan d'aménagement général – allgemeiner Bebauungsplan der Gemeinde) präsentiert wurden, standen 4 Punkte auf der Tagesordnung, die schnell abgehandelt wurden.

BELES

Eingangs der Sitzung bat Bürgermeister Georges Engel (LSAP) die CSV-Gemeinderätin Carine Reuter-Bauler und den LSAP-Gemeinderat Steve Gierenz zu entschuldigen, die heute Abend leider verhindert waren.

Zunächst teilte Bürgermeister Georges Engel (LSAP) zwei Informationen mit. Heute Morgen hatte eine gemeinsame Pressekonferenz mit der Nachbargemeinde Differdingen stattgefunden bezüglich der geplanten Steinwolle-Fabrik der Firma Knauf Insulation und Abfall-Deponien der Firma Cloos in der Industriezone Gadderscheier. Nachhaltigkeit und Klimaschutz werden bei diesen Projekten nicht berücksichtigt, dazu kommen erhebliche Umweltbelastungen die zu negativen Auswirkungen auf die Gesundheit und das Wohlbefinden der Bevölkerung führen.



Aufgrund aller vorliegenden Informationen sprechen sich Sanem und Differdingen deswegen ganz klar gegen beide Projekte aus. Nach der Unterredung mit der Gemeinde Differdingen vergangene Woche, war dieses Thema sofort innerhalb des Schöffensrats diskutiert und die Pressekonferenz kurzfristig einberufen worden, deshalb konnte der Ge-



meinderat leider nicht im Voraus informiert werden, so der Bürgermeister. Nun müsse man abwarten wie dieses Dossier voranschreiten werde und sich informieren welche Möglichkeiten zur Verfügung stehen um sich gegen die Projekte zu wehren.

Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) befürwortete die Idee der gemeinsamen Pressekonferenz, bedauerte jedoch den Zeitpunkt. Sie könne nicht richtig nachvollziehen, warum diese heute Morgen stattfinden musste und nicht erst nach der Gemeinderatssitzung. Déi Gréng-Rat Alain Cornély lobte die Pressekonferenz ebenfalls und er wünsche sich, dass die Umweltministerin die Gemeinden in diesem Fall unterstützen werde. Déi Lénk-Gemeinderat Jos Piscitelli beanstandete, dass die in der Pressekonferenz präsentierten Positionen nur die des Schöffensrats seien und nicht die der Gemeinde, da es keine offizielle Stellungnahme des Gemeinderats gebe, wie z.B. Differdingen, die beim Thema der Abfall-Deponien eine Resolution verabschiedet hatte. Bürgermeister Georges Engel (LSAP) entgegnete der Kritik der déi Lénk-Fraktion, dass kein anderer Termin außer heute Morgen möglich für die beiden Schöffensräte gewesen sei, auch bedingt durch die kommenden Schulferien und der Dringlichkeit halber. Außerdem könne und dürfe der Schöffensrat Initiativen nehmen und im Namen der Gemeinde sprechen. Zudem seien die Projekte seit Monaten in fast jeder Gemeinderatssitzung diskutiert worden.

Die zweite Mitteilung betraf die Umgehungsstraße von Bascharage. Im vergangenen Dezember hatte die Gemeinde Käerjeng um ein Treffen mit dem Sanemer Schöffensrat gebeten um gemeinsam über eventuelle Kompensationsmaßnahmen im Rahmen des „Contournement“ zu besprechen.



Die Gemeinde Sanem bleibt bei ihrer Position und ist noch immer gegen diesen Bau. Dies habe man auch bei der Versammlung immer wieder vehement betont. Falls es jedoch zum Bau der Umgehungsstraße kommen würde, sei es allerdings besser bei den eventuellen Kompensationen ein Wort

mitzureden, erklärte Bürgermeister Georges Engel (LSAP). Trotz der Meinungsverschiedenheit in diesem Dossier haben beide Gemeinden zusammen ein Treffen beim Nachhaltigkeitsminister angefragt.

Déi Lénk-Gemeinderätin Myriam Cecchetti unterstrich, dass ihr beim Wort „Kompensationsmaßnahmen“ angst und bange werde, da man daraus schließen könnte, dass die Umgehungsstraße also auch gebaut werde. Sie bat darum, dass der Schöffenrat bei der gemeinsamen Position bleibe und den Kampf gegen den Bau nicht aufgebe.

Danach informierte Schöffin Simone Asselborn-Bintz (LSAP) über das Sanemer Schloss. Nachdem 2017 eine Arbeitsgruppe, bestehend aus Vertretern der Politik, der Vereinsenterten und Bürgern aus der Gemeinde, gegründet worden war und über die Zukunft des Schlosses diskutiert wurde, hatte der Schöffenrat diesbezüglich eine Unterredung im Kulturministerium. Der zuständige Staatssekretär Guy Arendt werde den Input der Gemeinde Sanem mit in den Regierungsrat nehmen. Dort werde dann entschieden was machbar ist und zu welchem Budget. Bei neuen Informationen werde der Gemeinderat natürlich unterrichtet, versprach die Schöffin.

Gemeinderätin Myriam Cecchetti (déi Lénk) begrüßte diese Initiative und hoffe darauf, dass die Regierung einsehe, dass man aus dem Schloss was machen muss.

Dann berichtete Schöffin Nathalie Morgenthaler (CSV) von einer Zusammenkunft des neuen Schuldirektors mit dem Lehr- und Erziehungspersonal bezüglich des zukünftigen Kindercampus (Grundschule, Maison Relais und EDIFF) in Belval. Die Arbeitsgruppe werde unter der neuen Regie reaktiviert und am Projekt weiterarbeiten, so die Schulschöffin. Neuer Moment ist auch, dass diejenigen Lehrer, die Mitglied der Arbeitsgruppe sind, später garantiert in dem neuen Schulkomplex in Belval arbeiten werden können.

Déi Lénk-Gemeinderätin Myriam Cecchetti kritisierte die Wortwahl der Schuldirektion bei diesem Treffen, die den Eindruck vermittelte, es handle sich um eine neue Arbeitsgruppe. Dabei wird die „alte“, bestehende Arbeitsgruppe nicht komplett neu besetzt, sondern nur verstärkt und reaktiviert. Sie hoffe demnach auch, dass die „alten“ Mitglieder gewürdigt und ernst genommen werden, da sie bereits viele Ideen und Energie in das Projekt gesteckt hatten.

Anschließend präsentierte Gemeinderat und Präsident der Finanzkommission Denis Bronzetti (LSAP) die Liste der Vereinigungen die um eine finanzielle Unterstützung

gebeten hatten. Nur die Anfrage der Fondation APEMH entsprach den Kriterien und erhielt somit eine Subvention von 100 €. Der Gemeinderat bewilligte dies unisono.

Im darauffolgenden geschlossenen Teil der Sitzung wurden Pol Milbert und Yann Logelin als neue Mitarbeiter des „Service des relations publiques et de la culture“ gestimmt. Danach wurden den Gemeinderäten die „partie écrite“ des neuen PAG (plan d’aménagement général – allgemeiner Bebauungsplan der Gemeinde) vorgestellt.



Commune de Sanem